

## *Elections municipales au Maroc*

# « Le Maroc a besoin d'une réflexion de fond et ces élections de juin 2009 et les dérives dangereuses qu'elles ont dévoilées la rendent plus urgente ».

ENTRETIEN avec *Bernabé López* par *Driss Ksikes*

**A** l'occasion de la publication en arabe du livre *Las elecciones marroquíes desde 1960 hasta la actualidad*, publié par les Editions Az-Zaman, Rabat (2009), traduit par Badia al-Jarrazi, le journaliste et conseiller de rédaction d'**AFKAR/IDEES**, Driss Ksikes, s'entretient avec son auteur, le spécialiste des questions électorales au Maroc, Bernabé López García.

**AFKAR/IDEES:** *En partant du principe que 65 % des votants sont inscrits dans les listes électorales, dont 54 % sont allés aux urnes durant les dernières communales, et que les taux de participation les plus élevés ont été enregistrés dans les zones rurales ou ruralisées, peut-on conclure que la procédure démocratique se banalise au Maroc sans même que le pays se démocratise réellement ?*

**BERNABÉ LOPEZ:** Le contexte municipal devrait sans doute être le plus résistant à la banalisation électorale, car le citoyen y perçoit de plus près la résolution ou non de ses problèmes quotidiens : poubelles, état des chaussées, égouts, transports... Les élections municipales semblent plus propices pour que le taux de participation se maintienne à un niveau globalement plus élevé. Mais, si l'on observe les données en détail, on voit que dans les grandes villes l'abstention s'est située pratiquement au même niveau que lors des législatives de 2007 (63 %). C'est juste que le maquillage officiel des

données qui rend cette observation difficile.

La publication de données par le ministère de l'Intérieur a été incomplète au sujet de la participation. Elle offre sur son site Internet les données au niveau départemental, mélangeant ainsi le monde rural et l'urbain, mais elle n'a pas rendu public le pourcentage de participation de chaque municipalité ou commune. Elle offre des données de participation détaillées pour les seules circonscriptions de Casablanca, et celles-ci oscillent entre 22,07 % pour la circonscription de Mers Sultan, 22,66 % à Hay Hassani ou 23,63 % à Casa-Anfa, et 32,07 % à Ben Msik. Dans la périphérie rurale du Grand Casablanca, la participation s'est élevée à 56,88 % à Nouasser et 68,04 % à Mediouna.

La démocratisation du pays va au-delà des élections, puisque celles-ci ne sont pas la porte des véritables institutions qui gèrent la vie quotidienne des citoyens. La démocratisation du pays ne surviendra tant que la structure parallèle de tutelle des institutions et des individus exercée par le ministère de l'Intérieur et tout son appareil de pouvoir, constituant l'armure du Makhzen, n'est pas démontée.

**A/I:** *Comme vous le montrez dans votre ouvrage (récemment traduit en arabe) sur l'histoire des élections au Maroc, le système s'est sophistiqué sans vraiment se libéraliser. Même sans fraude manifeste, les résultats de*

*ces élections vous semblent-elles a posteriori prévisibles ?*

**B.L.:** La démocratie est incertitude, ce qui ne veut pas dire imprévisibilité. Le jeu démocratique repose sur l'influence sur l'opinion afin de la faire basculer dans un certain sens. Mais lorsque les systèmes sont stabilisés, les marges d'incertitude sont très souvent réduites. Les sondages aident à mesurer ou à prévoir – souvent erronément – les résultats. L'histoire électorale du Maroc est l'histoire de la lutte du pouvoir effectif contre l'imprévisibilité et l'incertitude, afin de s'assurer des résultats. Après les premiers échecs du pouvoir dans la prévision des résultats en 1960 et 1963, on mit l'accent sur le montage d'un système de manipulation électorale afin de garantir les résultats visés. Le système présentait – et continue à présenter – tout cet appareil de contrôle des institutions et des individus (*walis, cadis, chioukhs, mouqaddems*) qui a joué un rôle essentiel dans le contrôle des résultats.

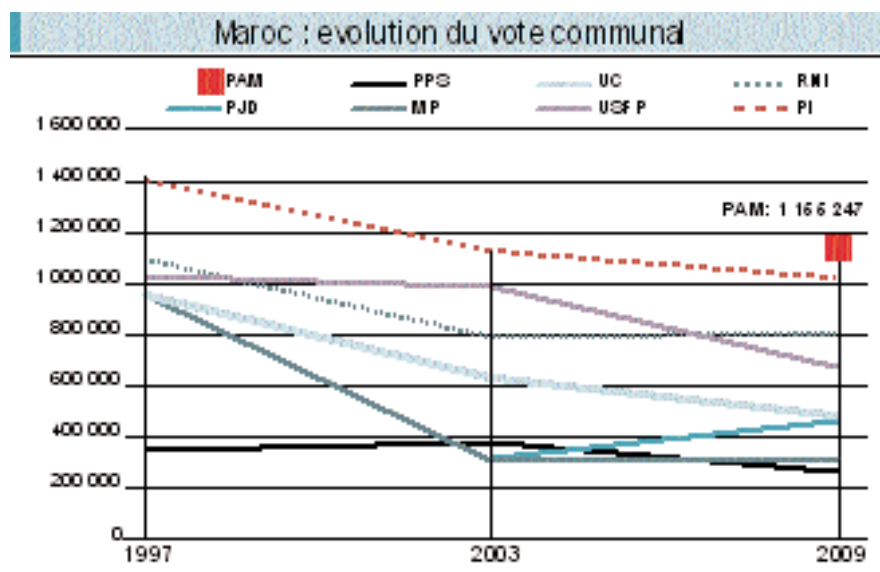
Mais il ne faut pas oublier la complicité des partis depuis 1977 dans ce qui a conduit à un système d'« élections consensuelles ». Mohamed Lahbabi racontait récemment dans son livre *USPF Un demi-siècle d'Ecole de Patriotisme et de Citoyenneté*, la négociation entre le ministre de l'Intérieur en 1977, Mohammed Benhima, et les dirigeants socialistes de l'époque au sujet des sièges à obtenir lors des élections. Le ministre offrait 42 sièges sûrs que

## Les élections ne sont pas la porte des véritables institutions qui gèrent la vie quotidienne

l'Union socialiste des forces populaires (USFP) a refusé car il trouvait cela anti-démocratique, convaincu qu'il pouvait en obtenir 80. « Vous êtes très gourmands », fut la réponse de Benhima qui suggéra qu'il serait dommage que le leader du parti, Abderrahim Bouabid, ne fut pas élu à Agadir. Et effectivement, non seulement il ne fut pas élu, à cause des manœuvres pour l'en empêcher, mais l'USFP dut se contenter de 15 sièges uniquement. Selon Lahbabi, l'Istiqlal – qui accepta la négociation – obtint 45 députés et son secrétaire général reçut le poste de ministre des Affaires étrangères.

Ceci n'est qu'un exemple de ce qui se passait dans les bas-fonds des processus électoraux. La nature « négociée » des élections impliquait d'admettre que les partis présentaient des fiefs qu'il fallait reconnaître ou détruire (comme dans le cas d'Agadir cité auparavant) si les règles du jeu n'étaient pas acceptées. C'est ainsi que s'est élaborée peu à peu une carte électorale du pays relativement stable qui a cependant laissé quelques espaces pour la libre concurrence.

Le système électoral uninominal à un tour permettait de grossières manipulations afin d'appuyer tel ou tel candidat, qu'il soit du gouvernement ou de l'opposition, selon ce qui était négocié. Ceci dura jusqu'à la fin du règne de Hassan II. Les élections de l'alternance en 1997 ne furent pas exemptes de ce jeu de falsifications. Et pour preuve, la réaction du Parti de l'Istiqlal face aux résultats qui favorisèrent l'USFP (il se trouve que deux députés socialistes dénoncèrent la falsification des résultats les favorisant). Le congrès istiqalalien refusa de reconnaître les résultats et



seulement après de véritables pressions un autre congrès extraordinaire finit par les accepter laissant ainsi libre cours à la formation du gouvernement de l'alternance.

Avec Mohammed VI, le mécanisme s'est sophistiqué et l'argent est entré en jeu comme le grand acteur des élections. Le système proportionnel a rendu plus difficiles les manipulations grossières et l'appareil administratif a parié sur une neutralité passive que l'arrivée du Parti Authenticité et Modernité (PAM) lors des élections municipales de 2009, a de nouveau remis en question.

**A/I:** A Sidi Ifni, ce sont les mêmes militants, hier encore emprisonnés, puis relâchés ou innocentés, militants de gauche (Parti socialiste-PS et Parti socialiste unifié-PSU) et en contact permanent avec les populations, via les tansikiat, l'Association marocaine des droits humains (AMDH) entre autres,

qui viennent d'être majoritairement élus. Comment lisez-vous ce revirement de situation ?

**B.L.:** Ce fait présente peut-être une lecture positive. Les partis administratifs ont été balayés par les électeurs de cette ville qui a vécu il y a un an une véritable insurrection populaire avec des affrontements très durs avec les forces de l'ordre et une répression violente. Seulement trois conseillers municipaux du PAM ont été élus face aux 20 sièges du PS, un de l'USFP et un autre de l'alliance de gauche. Le fait que ce soit les dirigeants de la révolte ou des personnes qui leurs sont proches qui se soient imposés à la mairie, indique que dans un contexte de forte mobilisation, la population réagit.

Dans un ordre différent, on peut dire que quelque chose de semblable s'est passé au Sahara, surtout à El-Aiun. Dans ce cas-là, la lecture des faits présente d'autres clés. De puis-

## A Sidi Ifni ce sont les leaders de la révolte de 2008 qui ont gagné : en cas de mobilisation la population réagit



Campagne électorale du PAM lors des élections aux Chambres du Commerce et de l'Industrie dans les souks, étal de vente de pain et de cigarettes au détail. Tanger, 24 juillet 2009. / B.L.

sants candidats liés à la tribu dominante, Rguibat, bien que sous l'étiquette de partis nationaux comme l'Istiqlal ou le Mouvement populaire (MP) ont balayé le PAM qui prétendait rompre leur monopole. Les registres tribaux ont fonctionné d'une telle façon que bien que ce parti présentait un secrétaire général sahraoui, la population a réagi massivement face à ce qu'elle percevait comme une ingérence extérieure. Naturellement l'argent y a eu puissamment contribué. Si l'on tient compte de cela, tenter de présenter devant l'opinion publique la forte participation au Sahara comme un facteur à l'appui des thèses marocaines pour le Sahara est une erreur qui ne trompe personne.

**A/I:** *Corruption, notabilisation, transhumance, manque de neutralité des agents d'autorité, lutte ouverte des services secrets contre les islamistes. La liste des irrégularités est longue. Sont-elles plus nombreuses qu'auparavant ou juste plus médiatisées ?*

**B.L.:** Elles n'ont probablement pas augmenté. Tout au long de l'histoire électorale marocaine, et c'est un constat que je fais dans mon livre, elles ont été nombreuses et la presse en a recueilli bon nombre. La dénonciation n'a servi qu'en de rares cas. Mais ces irrégularités faisaient partie du jeu. N'oublions pas les complicités des partis politiques. Parfois, ils n'étaient pas seulement

complices des irrégularités, mais ils auraient désiré qu'il y en ait plus encore, toujours en leur faveur, naturellement. Je vais vous raconter une anecdote : après l'échec de l'alternance lors des élections de 1993, un dirigeant renommé de l'un des partis de la Koutla me décrit ainsi le résultat des élections : « Qu'attendais-tu qu'il se passe, Bernabé : le roi voulait que la Koutla gagne, mais il n'a pas fait tout son possible pour qu'elle gagne ».

Une autre malformation du système, la transhumance, due à l'absence d'idéologie dans les partis et les candidats, provoque que les étiquettes sous lesquelles se présentent un grand pourcentage de ces derniers soient interchangeable. Et le ministère de l'Intérieur, lorsqu'il était régi par Driss Basri, le rendit manifeste, peut-être pour provoquer le discrédit des partis. Après les élections locales de juin 1997, *Le Matin du Sahara* publia, en s'appuyant sur une source de ce ministère, un tableau qui montrait que dans les partis administratifs plus de la moitié des élus avaient été élus en représentation d'un autre parti lors des élections précédentes. Il n'y avait que dans la Koutla que la fidélité des candidats oscillait entre 70 % et 80 %.

**A/I:** *Le PAM, parti de l'ami du roi, a été la foire d'attraction de ce scrutin. Il est premier en nombre de sièges. Pensez-vous qu'il l'a été à la régulière ? Est-ce avec un acteur aussi biaisé que la monarchie peut-elle prétendre à une crédibilité démocratique ?*

**B.L.:** Il n'y a pas de doute sur le fait que ce que le PAM a apporté à la

## Le PJD demeure la première force politique dans le monde urbain

scène politique marocaine, c'est une concurrence déloyale. Il a tenté de s'imposer dans le jeu politique en usant abusivement de la proximité au roi. Cette ambiguïté calculée a eu sans doute des effets importants sur la campagne électorale et sur les résultats. Au cours de la campagne, la presse a dénoncé le traitement offert à Fouad Ali El Himma par les autorités locales et régionales, « comme un sultan », selon certains. Il a utilisé la mentalité populaire qui domine dans le monde rural qui croit que l'on obtiendra toujours plus de choses de ceux qui sont proches du pouvoir. Il ne faut pas oublier que finalement sa « victoire » n'a été claire que dans le monde rural, puisque dans les grandes villes ils sont arrivés en troisième lieu. Dans les 25 villes de plus de 100 000 habitants ils ont obtenu 250 conseillers municipaux (14 %), 114 de moins que le Parti justice et développement (PJD, qui a dépassé 20 %) et 18 de moins que le Regroupement National des Indépendants (RNI). Ces villes réunissent plus de 10 millions de marocains, c'est-à-dire un tiers de la population selon le recensement de 2004. D'un autre côté, la philosophie qui a inspiré la création de ce parti est makhzénienne, paternaliste, ne concevant pas le Maroc sans une forte ingérence de l'exécutif dans la vie politique car ils pensent que le peuple n'est pas prêt pour la démocratie.

**A/I:** *Plusieurs observateurs ont hâtivement enterré islamistes et socialistes, suite au sacre du PAM. Or, il se trouve que l'alliance de ces deux forces leur a permis d'être plus présents à la tête des grandes villes. Y a-t-il une lec-*

*ture politique à faire des alliances post-électorales ?*

**B.L.:** En suivant cette argumentation, il est évident que le PJD est loin d'être enterré dans le monde urbain, où il est sans aucun doute la première force politique. Le ministre de l'Intérieur, Chakib Benmoussa, lors de sa comparution au lendemain des élections, présentait le PJD comme le sixième parti du pays, avec seulement 5,5 % du total des conseillers, face au 21,7 % du PAM, mais il taisait qu'il s'agit de loin de la première force dans les grandes villes qui réunissent un tiers de la population. De plus, il ne s'agit pas d'une force en régression, puisque c'est le seul parti parmi les grands – à l'exception du RNI – qui non seulement n'a pas perdu de voix par rapport aux précédentes élections municipales, mais qui est passé de 320 299 voix en 2003 à 460 774 voix en 2009. Il est vrai qu'il s'est présenté dans beaucoup plus de circonscriptions qu'il y a six ans. Mais tous les autres partis ont reculé : l'Istiqlal a perdu 118 000 voix, le MP 115 000 et l'USFP a chuté de 990 928 voix à 667 986. Ce parti a subi une perte spectaculaire, qui s'ajoute à celle des élections législatives de 2007. Ses excisions successives, fuites de cadres, du fait de la perte d'identité, de l'éloignement de ses principes de gauche, son attachement au gouvernement à n'importe quel prix, lui ont fait perdre en légitimité, se retrouvant expulsé des villes qui étaient son fief auparavant au profit du PAM.

Cette chute a provoqué un remue-ménage au sein de cette formation. Bien que traditionnellement le PJD était perçu comme le grand oppo-

sant de l'USFP, depuis les élections de 2007 un certain rapprochement entre ces deux formations s'est produit, et a même conduit après les élections du 12 juin à une certaine alliance dans plusieurs villes afin de s'appuyer mutuellement. Ainsi, le maire de Rabat, l'ancien ministre des Finances, Fathallah Oualalou, a été élu avec les voix du PJD et il en a été de même à Larache, Tétouan et Chaouen. Certains y voient l'origine d'une nouvelle Koutla. L'un des dirigeants de l'USFP, Driss Lachgar, a même parlé dans un entretien-débat (*Le Journal hebdomadaire* du 18 juillet) de la constitution entre les deux formations d'un « Front national pour la démocratie », et un autre dirigeant du PJD, Mustapha Ramid, parlait même d'une alliance stratégique, un « Front pour la réforme constitutionnelle ». Au contraire, d'autres socialistes, comme l'avocat Omar Mahmoud Bendjelloun, ont qualifié ce rapprochement du PJD et de l'USFP de « suicide politique » de ce dernier.

C'est là que se situe le débat. Il manque une réflexion de fond au Maroc et ces élections et les dérives dangereuses qu'elles ont dévoilées, la rendent plus urgente. Certains ont parlé de « limites au mélange des genres », comme le dirigeant de l'USFP, Ali Bouabid, qui dénonce les risques d'une alliance entre son parti et le PJD. Bien qu'il y ait un terrain de convergence entre les deux formations, probablement les seules parmi celles qui sont importantes avec un fond de crédibilité, il est indispensable d'éclaircir que l'objectif doit être une démocratie pleine avec la reconnaissance du respect de la liberté de l'individu. ■